

Congrès AFSP Paris 2013

ST 24. Un retour des meetings électoraux ? Les meetings dans la campagne présidentielle : dispositifs, acteurs et publics.

Mathieu Romain, IRENEE, Université de Lorraine (romain.mathieu@univ-lorraine.fr)

Les meetings dans la campagne présidentielle du Front de gauche : l'exemple du meeting de Besançon

Le 5 mai 2013, un an après le second tour de l'élection présidentielle, le Front de gauche (FG) réunit, selon les organisateurs, près de 180000 personnes¹ pour une marche pour la VI^e République. Cette manifestation partage avec les meetings du FG durant l'élection présidentielle au moins trois éléments : la réappropriation de certains dispositifs aujourd'hui peu usités par les partis politiques ; l'usage de l'histoire² ; l'organisation de manifestations tout aussi revendicatives que festives. S'inscrivant dans la campagne d'un candidat à l'élection présidentielle³, le meeting est étroitement lié à la position dominée de J.-L. Mélenchon dans le champ politique, celle d'un *outsider* dont les principales ressources sont constituées par un peuple militant actif et mobilisable, des qualités de tribun indéniables et le processus d'unification (partielle) de la gauche critique. Les meetings ont pris une dimension importante dans la campagne du FG, particulièrement visible dans les meetings en plein air organisés à Paris, Toulouse ou Marseille réunissant des dizaines de milliers de participants, et considérés par les organisateurs comme un moyen d'expression légitime et conforme à la tradition de la gauche (la référence à Jaurès au Pré-Saint-Gervais⁴ est ainsi régulièrement utilisée par J.-L. Mélenchon). Le meeting, tout autant que la manifestation, apparaît dès lors comme la forme de mobilisation la mieux adaptée à la tradition dans laquelle entend s'inscrire le FG et aux ressources qu'il peut mobiliser.

Le meeting est indissociable de l'évolution des partis situés à la gauche du PS, tendant à l'émergence progressive d'un espace de la gauche critique, qui se manifeste par un affaiblissement électoral du PCF⁵, et par l'affirmation progressive de l'extrême gauche, de l'altermondialisme et des mouvements sociaux. Cette reconfiguration⁶ passe également par de multiples et hétérogènes tentatives d'unification depuis la fin des années 80 : de la

¹ *L'Humanité*, 6 mai 2013. A l'inverse, la préfecture de police, après avoir annoncé ne pas publier de chiffre relatif au nombre de manifestants, avance le chiffre de 30000 personnes. Cf. *lepoint.fr*, 5 mai 2013, « Le Front de gauche revendique 180000 manifestants, la police en compte 30000 ». Cette bataille de chiffres montre l'enjeu que constitue l'interprétation d'une manifestation, comme l'a démontré P. Lehingue en mettant en exergue les interprétations différenciées de la signification du référendum de 2005. Cf., « Le Non français au traité constitutionnel européen (mai 2005). Sur deux lectures « polaires » du scrutin », *ARSS*, n°166-167, 2007, 1-2, pp. 122-139.

² Que relève D. Andolfatto à propos du meeting de la Bastille. Cf., « Splendeurs et misères du Front de gauche. Jean-Luc Mélenchon, le PCF et les élections de 2012 », *Communisme*, 2013, pp. 465-511.

³ Pour une étude des résultats du FG en 2012, cf. Andolfatto D., « Splendeurs et misères du Front de gauche », *art. cit.* ; Cautrès B., « Le vote Mélenchon », Perrineau P., *Le vote normal*, Presses de SciencesPo, 2013, pp. 111-131 ; Bussi M., Fourquet J., Colange C., « Analyse et compréhension du vote lors des élections présidentielles de 2012 », *RFSP*, vol. 62, n°5-6, 2012, pp. 941-963.

⁴ L'image de ce meeting (Jaurès tenant le drapeau rouge) est régulièrement utilisée par le groupe Mélenchon, mais pas seulement. Ainsi, Aragon (se fondant sur le compte-rendu de *L'Humanité* du 26 mai 1913) y consacre deux chapitres du « Monde réel » dans *Les Beaux quartiers*, Denoël, Folio, 1936, pp. 427-442.

⁵ Notamment, Andolfatto D., *PCF. De la mutation à la liquidation*, Ed. du Rocher, 2005 ; Greffet F., « Le Parti communiste français : l'espoir du retour », Bréchon P. (dir.), *Les partis politiques français*, La documentation française, 2011, pp. 155-180. Dans une perspective socio-historique : Pudal B. *Un Monde défait*, Ed. du Croquant, 2009 ; Mischi J. « Pour une histoire sociale du déclin du Parti communiste », Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de SciencesPo, 2007, pp. 69-101.

⁶ Au sens donné par N. Elias, Cf. *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Ed. de l'Aube, 1991.

Congrès AFSP Paris 2013

candidature de P. Juquin et les différents courants rénovateurs du PCF⁷ à la création du MDC⁸ ; du projet de LO de fonder un grand parti ouvrier⁹ à l'émergence de l'altermondialisme ; du comité Ramulaud aux collectifs antilibéraux, etc. La création simultanée de la FASE, du NPA¹⁰ et du PG¹¹, la recherche d'alliances pour les élections européennes de 2009 par le PCF, témoignent de l'émergence d'un espace de la gauche critique concurrentiel, fortement interdépendant et hétérogène, structuré autour de plusieurs tensions : rapport aux institutions et au PS, centralité du PCF, impératif unitaire, etc. Le FG constitue l'une des expressions de la tension à l'unité, celle-ci n'étant pas contradictoire avec la déstabilisation des différentes organisations et une tendance à la dissidence et aux réajustements nombreux¹².

Resitué dans sa dimension processuelle, le meeting organisé le 24 janvier 2012 à Besançon pour la campagne présidentielle du FG permet de mieux saisir ce qui se joue dans l'organisation d'un tel dispositif. S'il s'agit de mettre en place une tribune, de donner à voir la mobilisation et les problématiques du FG, le meeting constitue un processus complexe, d'autant plus que J.-L. Mélenchon est le candidat d'une coalition partisane. Le meeting constitue alors une occasion, par l'intensification de l'activité politique, de multiplier les moments de sociabilités militantes et transforme plus ou moins fortement l'engagement.

Cette communication repose principalement sur quatre entretiens semi-directifs¹³ réalisés avec des militants du FG à Besançon. Manu, Ben et Mathieu sont militants du PG, Thibaut du PCF, pour lequel il est également permanent. Ils ont respectivement 45, 28, 30 et 38 ans et, hormis Manu qui milite depuis 1998 dans un parti, tous ont des engagements relativement récents : 2009, 2010 et 2008. Des articles de presse concernant le meeting, l'intervention de J.-L. Mélenchon¹⁴ et un livre de photographies retraçant la campagne du FG¹⁵, ainsi que divers documents transmis par les organisateurs, ont également été mobilisés.

Le meeting comme processus

Si, dans une définition étroite, le meeting est *a priori* un évènement relativement restreint et aisément circonscrit (il débute lorsque les orateurs prennent la parole et se termine après les interventions), il n'en est pas de même lorsqu'on prend en compte la pluralité des positions par lesquelles il peut être appréhendé. Un militant participant à l'organisation n'en aura pas la même perception qu'un auditeur pour qui le meeting commence à son arrivée sur les lieux,

⁷ Dreyfus M., *PCF. Crises et dissidences*, Complexe, 1990, pp. 177-189.

⁸ Verrier B., « Chronique d'une rupture. De Socialisme et République au Mouvement des citoyens », *Politix*, Vol. 12, n°45, 1999, pp. 87-113.

⁹ Choffat T., « Les élections régionales, tremplin ou laminoir pour Lutte ouvrière ? », *Civitas Europa*, n°27, 2011, pp. 91-101.

¹⁰ Johsua F., « « Le parti doit changer de bases » : la LCR et le « nouveau parti », transformations militantes et (re)définitions partisanes », Geay B., Willemez L. (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Ed. du Croquant, 2008, pp. 277-292. Dans le même ouvrage, Ubbiali G., « Les usages du trotskisme dans l'extrême gauche française (LO, LCR, PT) », pp. 261-275.

¹¹ La création du PG doit beaucoup à l'apprentissage de la dissidence en 2005, conjugué à une clôture des opportunités dans le jeu partisan et à l'émergence d'une alternative au maintien au PS. Cf. Mathieu R., « La création du Parti de gauche au regard de la contestation du traité établissant une Constitution pour l'Europe (2005-2009) », Communication pour les journées d'études : *L'Europe et ses opposants*, Paris, 2012.

¹² Hormis le PCF et le PG, le FG est composé de : Gauche unitaire, la FASE, Convergences et Alternative, République et socialisme, Parti communiste des ouvriers de France, Gauche anticapitaliste et Les Alternatifs.

¹³ Ces entretiens ont été réalisés en prenant en compte trois dimensions : la restitution de cet investissement dans la carrière militante des agents, le dispositif spécifique du meeting et les sociabilités dont il peut être constitutif.

¹⁴ Disponible à : <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2012/01/24/meeting-front-de-gauche-de-besancon/>

¹⁵ Burlot S., *Résistance*, Bruno Leprince, 2012.

Congrès AFSP Paris 2013

voire lorsqu'il s'y rend, et se termine après la fin des interventions et les éventuelles discussions informelles que la présence dans un même lieu d'agents partageant *a priori* des opinions politiques proches et dans un environnement favorable aux débats favorise. Cette différence se retrouve dans l'espace restreint des agents participant à l'organisation du meeting. Ainsi, Ben va précisément définir la date – le 23 décembre – à laquelle la décision est définitivement prise, tout en mentionnant qu'elle intervient après l'échec d'une tentative à Dijon. La date qu'il indique est alors celle où il est consulté par le responsable départemental du PG. Mathieu, sans être aussi affirmatif, évoque une séquence similaire, tandis que Manu, occupant une position de *porteur* entre échelon national et local¹⁶, situe cette décision plus en amont :

« il faut remonter à 2011. En fait, c'est Gabriel Amard qui me contacte pour faire une exploration sur les possibilités de faire un meeting dans le grand Est. Au départ, c'est comme ça. Après différents contacts, étaient envisagés différents lieux [...] j'ai tout de suite commencé le travail sur Besançon en visant le Palais des Sports pour commencer à prendre des rendez-vous et des dates afin d'avoir la possibilité d'avoir le Palais des Sports sur la fin... début de l'année 2012. »

Sans être contradictoires, ces récits montrent néanmoins des différences dans la perception de la décision et se rapportent aux positions occupées par les agents. Ainsi, Ben et Mathieu appréhendent la décision d'organiser un meeting lorsque celle-ci est déjà bien finalisée. Manu, du fait de sa position, intègre davantage les contraintes nationales et situe la décision dès la phase de définition de l'agenda de J.-L. Mélenchon et la mise en concurrence (relative) des équipes militantes¹⁷. En effet, dans une première phase, plusieurs lieux sont testés : Nancy, Besançon, Dijon, ou Dôle. Ce n'est qu'après avoir acté le principe d'un meeting à Dijon, puis y avoir renoncé pour des raisons financières et organisationnelles (l'absence de salle gratuite suffisamment vaste)¹⁸ que Besançon sera finalement choisie.

Par ailleurs, le choix en faveur de Dijon avait abouti à la préparation de différentes rencontres de J.-L. Mélenchon avec des syndicalistes à Montbéliard. A cette occasion, la perception différenciée de la décision apparaît puisque Manu et Thibaut envisagent le déplacement à Montbéliard comme prévu avant le meeting, alors que Ben et Mathieu considèrent que la première décision a été celle d'organiser le meeting, autour duquel ont été ensuite prévus les déplacements. Interrogé sur cette différence, Manu corrige son propos :

« Effectivement, quand il y a eu la décision de faire le meeting, il a fallu revoir l'ensemble de la journée, avec le national. »

Moins d'un mois sépare la décision définitive et le meeting, ce qui n'est pas sans conséquence puisque les militants devront agir dans l'urgence. Le choix du Palais des sports apparaît alors comme un choix *contraint* au regard des exigences de l'échelon national (taille, prix, centralité, etc.).

Par ailleurs, la décision définitive, la séquence d'organisation et le meeting se déroulent dans des configurations différentes. Lorsque la décision est prise fin 2011, J.-L. Mélenchon, à l'exception du meeting de la place Stalingrad (lancement de campagne) le 29 juin 2011 (réunissant selon les organisateurs 4000 personnes¹⁹) et de la fête de l'Humanité en septembre

¹⁶ En tant que responsable départemental et membre du Conseil national (CN) du PG, par son investissement dans les commissions thématiques nationales, et son long compagnonnage avec les dirigeants du PG avec qui il partage une même trajectoire : militant socialiste dans les mêmes courants que J.-L. Mélenchon, responsable local et membre du CN de Pour la République Sociale (PRS), il participe à la création du PG en novembre 2008. Sur PRS, cf. Lefebvre R., « Militer au parti socialiste pour le transformer. L'engagement à la « gauche » du PS », Geay B. et Willemez L. (dir.), *op. cit.*, pp. 217-237.

¹⁷ L'entretien avec Thibaut montre que les différents partis n'ont pas forcément le même degré d'information.

¹⁸ *Gazetteinfo.fr*, « Moins coûteux qu'à Dijon, Mélenchon tiendra meeting à Besançon », 17 janvier 2012.

¹⁹ *Vie de gauche*, n°59, 6 juillet 2011.

Congrès AFSP Paris 2013

2011, n'a pas encore fait l'objet d'un engouement très important lors des meetings. Un sondage de l'IFOP le crédite alors de 6.5% d'intentions de vote, et même 6% début janvier 2012²⁰. A l'inverse, le meeting se déroule après ceux de Nantes, le 14 janvier (7000 participants revendiqués), et Metz, le 18 janvier (3000 participants revendiqués). De même, l'émission *Des Paroles et des actes* du 12 janvier réunit 3.2 millions d'auditeurs²¹, ce que les militants citent comme un tournant dans la campagne présidentielle²² :

« Pendant qu'on tractait, on a vu vraiment un avant et un après Des Paroles et des actes. Il avait vraiment fait mouche. Cela nous donnait un petit bol d'air. » (Mathieu)

F. Génévée, membre du conseil exécutif national du PCF, évoque les problèmes organisationnels posés par l'essor de la campagne : *« là, on a des problèmes de riches quand même ! »*²³. Interrogé sur les effets de cette progression pendant la préparation du meeting, les militants évoquent tous une forte ambition initiale, tant pour le lieu choisi, que pour le dispositif de propagande adopté : important volume d'affiches et de tracts annonçant le meeting (sans avoir pu donner de chiffres précis, ils évoquent des quantités voisines autour de 100000 tracts et 6000 affiches), zone de diffusion (dépassant largement Besançon et le Doubs pour être étendue à l'ensemble de la Franche-Comté et même Dijon, en privilégiant les grandes agglomérations, à l'exception des deux circonscriptions bisontines qui sont totalement quadrillées), etc.

Même si le dispositif est ambitieux, l'objectif initial était d'améliorer légèrement l'audience obtenue en 2009 (800 participants dans la même salle), le PCF visant 1000 participants tandis que le PG était plus optimiste en espérant le double. La nécessité pour les organisateurs de faire salle comble pour pleinement réussir le meeting a ainsi nécessité l'invention de dispositifs permettant de ne pas offrir la vision d'un public clairsemé et finalement peu nombreux, de ne pas donner une *« impression de vide »*, tout en n'occupant que partiellement l'espace. L'ambition qui peut apparaître comme une prise de risque doit davantage se comprendre comme une conséquence de l'enthousiasme manifesté pour le meeting.

Deux dispositifs en attestent. D'une part, si la salle prévue peut effectivement, selon le site de la ville, accueillir 4200 personnes²⁴ et probablement un peu plus via l'aménagement d'une fosse devant la scène, les militants ont fait l'apprentissage d'un certain savoir-faire organisationnel en 2009 prouvant que le lieu choisi pouvait être investi différemment :

« aux Européennes, il avait été divisé en deux. Et il y avait eu 800 personnes et ce n'était pas ridicule. Donc, on savait qu'on pouvait l'investir de différentes façons le Palais des Sports. Mais, effectivement, dans notre tête, il fallait faire un gros truc. » (Ben)

« Mais justement, cette grande capacité du Palais des Sports, ce n'est pas un pari risqué au départ ?

Oui, c'est vrai... Effectivement, à ce moment-là, remplir 4000 personnes, ce n'était pas du tout envisagé. On était sur du 2000 personnes, sachant qu'on avait déjà pris le Palais des Sports en 2009 et qu'on l'avait partagé en deux pour la campagne européenne et on avait fait à peu près 1000 personnes, enfin 800-900 personnes. Là, on voulait quand même voir plus grand, mais il est clair qu'on se fixait l'objectif de 2000. » (Manu)

La possibilité de configurer différemment la salle réduit ainsi la prise de risque, mais permet également aux organisateurs de s'adapter à l'évolution de la campagne comme en atteste un incident opposant militants du PCF et du PG le jour du meeting lors de l'installation de la

²⁰ IFOP, « Les intentions de vote pour l'élection présidentielle de 2012 », janvier 2012.

²¹ *lepoint.fr*, 13 janvier 2012, « Beau score pour le show Mélenchon ».

²² Un sondage de l'IFOP fait par ailleurs apparaître une légère progression après cette émission. IFOP, mars 2012, « Analyse sur la dynamique électorale de Jean-Luc Mélenchon ».

²³ Entretien réalisé le 31 janvier 2012.

²⁴ <http://www.besancon.fr/index.php?p=708>

Congrès AFSP Paris 2013

scène (la position de celle-ci conditionne l'utilisation possible ou non des gradins latéraux ainsi que la taille de la fosse) :

« *Tout le long, il [le PCF] nous disait : mais on ne va jamais réussir à le remplir. [...] Le jour même, il voulait qu'on avance la scène qui était prévue bien au fond... Il voulait qu'on l'avance de deux ou trois mètres pour essayer de clôturer une partie derrière pour concentrer les gens.* » (Mathieu)

« *[Le PCF] voulait déjà partir sur une moitié de salle. On leur a dit : non, c'est toute la salle. Et puis après, il y a eu la discussion sur la tribune : est-ce qu'on la met à tel niveau ou à tel autre. Et je m'étais aperçu que... finalement, la tribune avait avancé ! Parce qu'en fait, ils voulaient faire installer la tribune plus en avant de façon à ce qu'on ait, devant, moins de place.* » (Manu)

Ces négociations concernant la configuration de la salle doivent être rapportées à la mise en scène du meeting, mais aussi à des objectifs et des pratiques distinctes en fonction des partis qui composent le FG. Elle éclaire également le processus d'adaptation permanente du dispositif à ces objectifs et pratiques militantes. Dans les récits concernant le début de la séquence d'organisation du meeting, les agents évoquent la possibilité d'une division de l'espace pour concentrer au maximum les participants. En revanche, le jour du meeting, lorsqu'il s'agit d'organiser définitivement le dispositif, ils entendent adopter la configuration la plus ambitieuse, ce qui entre en contradiction avec les objectifs affichés préalablement, tout autant qu'avec l'objectif d'assurer une salle comble.

L'organisation de la fosse devant la scène a été l'objet d'une nouvelle opposition se rapportant là encore aux objectifs, aux pratiques et à la mise en scène du meeting, sur un objet *a priori* anodin : la présence ou non de chaises. Dans une « fiche meeting », le remplissage de la fosse est considéré comme prioritaire, ce qui aboutit à faire entrer les participants par le bas du Palais des sports. Cependant, la possibilité d'être assis (dans les gradins, mais non dans la fosse) a contraint les organisateurs à des adaptations permanentes de leur dispositif face à des participants désirant se rendre dans les gradins. Pour les participants, il s'agit d'assister au meeting ; pour les organisateurs, il s'agit de pouvoir revendiquer un meeting réussi, passant par une forte affluence. Ainsi, malgré l'adoption préalable d'un dispositif visant à donner la priorité à la fosse, il sera nécessaire de convaincre les participants d'y rester :

« *j'étais dans la salle pour voir comment cela se remplissait et dire aux gens, justement, d'aller à l'endroit où on pouvait être debout. Parce que, il y en a qui voyait qu'on était debout et qui repartaient... A ce moment-là, il fallait stopper les gens et leur dire de rester !* » (Manu)

Ce même problème se pose pour Mathieu, qui participe d'un autre dispositif visant à gérer le flux des participants :

« *À un moment, on a vu vraiment beaucoup de personnes arriver. [...] On a essayé d'appliquer notre premier scénario en orientant les gens, et en fait... Il y en avait tellement partout que... « Oui, j'ai mon ami qui est en haut, je veux passer... » Donc, à un moment, on a été obligé de dire : on ouvre tout, parce que, de toute façon, on va tout remplir.* »

Il est remarquable que malgré les difficultés à appliquer le dispositif initial, celui-ci ne sera abandonné que lorsque les organisateurs auront la certitude que la salle sera remplie, ou plus exactement qu'elle sera suffisamment remplie pour respecter leur objectif. L'adaptation se fait lorsque la contrainte que constitue la nécessité de réussir un « *meeting historique* »²⁵ s'est suffisamment affaiblie pour permettre des adaptations.

²⁵ Cette perception revient dans l'ensemble des entretiens, mais aussi dans les propos de G. Amard rapportés par *Libération* : L. Alemagna, « Mélenchon préfère les « drapeaux rouges » aux blancs », 24 janvier 2012.

Congrès AFSP Paris 2013

Malgré l'apprentissage préalable qu'a constitué l'organisation d'un meeting au même endroit trois ans plus tôt, cette question de l'affluence, et plus encore de sa mise en scène a été ainsi largement discutée, entre Mathieu, Thibaut et C. Lime (maire-adjoint communiste en charge des bâtiments municipaux) :

« on a beaucoup cogité sur comment on allait remplir la salle. Parce qu'on ne s'attendait pas, initialement, à avoir 4 500 personnes, donc il fallait trouver une solution. [...] On voulait faire des barrières avec des personnes, qu'on ouvrait à certains moments pour réguler un flux à l'intérieur de la salle. Cela nous a pris pas mal de temps, à griffonner sur le plan pour savoir comment on allait faire... D'ailleurs, ce plan a été foutu complètement en l'air parce qu'il y avait tellement de personnes qu'on a été obligé de tout ouvrir ! » (Mathieu)

Ces adaptations sont rendues nécessaires par le changement de position occupée par J.-L. Mélenchon dans la compétition électorale, par des différences de perception entre les partis du FG, ou encore par des différences d'intérêts entre organisateurs et participants. Elles peuvent également être le fait des organisateurs eux-mêmes comme lorsqu'est décidé, dans la journée, de faire entrer J.-L. Mélenchon, non par l'arrière de la scène mais par la salle. Ce choix, qui participe indéniablement de la construction symbolique du meeting, contraint les militants à organiser un service d'ordre visant à permettre à l'orateur d'atteindre rapidement la scène. De même, l'affluence importante contraint les organisateurs à ouvrir, à la fin des prises de parole, l'ensemble des accès, y compris un qui devait être initialement bloqué pour permettre un échange entre J.-L. Mélenchon et les militants ayant pris part à l'organisation.

Différents dispositifs montrent la construction symbolique du meeting comme un événement cadré pour les médias : salle dédiée, conférence de presse, mise en scène dynamique de l'arrivée du candidat, caractère festif du meeting, dispositif visant à s'assurer d'une salle comble, etc. Au travers de la mise en scène, il s'agit véritablement de faire événement en construisant un dispositif pour les militants et les électeurs, mais aussi cadré pour les médias, même si cela n'est pas explicité. En effet, malgré ce dispositif, cet intérêt n'est pas jugé prioritaire : le meeting est alors perçu comme s'adressant aux électeurs potentiels présents et aux militants, mais les médias comme canal de transmission entre le FG et ses électeurs, tout en faisant l'objet de nombreux dispositifs, semblent constituer un certain impensé. Cela apparaît ainsi dans le décalage entre le cadrage adopté par la presse régionale – qui consacre effectivement un article à la présence de J.-L. Mélenchon à Montbéliard²⁶ sans relater la forte affluence au meeting – et les attentes des organisateurs :

« Parce qu'on était scandalisés qu'ils n'aient pas couvert ça, alors que c'était merveilleux. Tout le monde en parlait dans Besançon ! Dès que tu avais une discussion politique, même avec des personnes qui n'étaient pas forcément politisées ou Front de gauche, ils en parlaient, et la presse n'en parlait pas. Donc, deux ou trois jours après, ils ont fait un petit article, mais bon, c'est le lendemain que cela devait être fait. Le lendemain, la une devait être faite là-dessus. C'était évident. C'était l'évènement politique, à Besançon, de ces trente dernières années. [...] / C'était à destination des citoyens qui allaient voter. Et puis, de toute façon, la presse... Il y avait un évènement, ils auraient dû suivre par rapport à ça. » (Mathieu)

Le décalage entre cadrage médiatique et vécu militant, outre le fait qu'il renvoie à des différences de positions, atteste des fortes attentes nourries par la perception d'avoir vécu un moment proprement historique et de l'inscription du cadrage médiatique dans le processus du meeting. Ce sentiment d'injustice, de partialité va trouver à s'exprimer dans l'organisation

²⁶ *L'Est Républicain*, 25 janvier 2012, « Mélenchon frappe au cœur ».

Congrès AFSP Paris 2013

d'une manifestation devant le siège du journal²⁷, et par la réalisation d'un pastiche, *L'Ouest Républicain*, faisant sa une sur le meeting, placardé dans les rues de Besançon.

Processus multiniveau et division du travail politique

Les adaptations constantes du dispositif montrent l'imbrication d'un ensemble de processus de décision interdépendants. La division du travail politique entre les échelons locaux et nationaux apparaît relativement précise : le choix des intervenants (C. Autain, P. Laurent, J.-L. Mélenchon), l'animation de la soirée (par une intervenante nationale, C. Girard), la mise en place du dispositif le jour du meeting (par G. Amard), de l'environnement symbolique (choix des musiques et chants – *L'Internationale*, *La Marseillaise*, *On lâche rien !* –, drapeaux tricolores, etc.). Tous ces éléments sont à la charge de l'équipe nationale de campagne. Par ailleurs, une entreprise de communication s'occupant de l'ensemble de la campagne de J.-L. Mélenchon était également présente, tandis qu'une entreprise locale s'occupait du montage de la scène, sur les indications décidées nationalement. Ainsi, l'ensemble du dispositif symbolique est appréhendé par l'équipe nationale, sans que les organisateurs locaux ne puissent changer des éléments de ce dispositif. Ces derniers ont pour tâches la réalisation du matériel de propagande (affiches, tracts), suivant une charte graphique nationale, le choix des modes de diffusion, la décoration et le plan d'occupation de la salle, ainsi que l'ensemble des activités annexes aux interventions : organisation de tables militantes, distribution de « kits militants », vente de matériel, restauration, service d'ordre et gestion de la sécurité, quête au drapeau, etc. Les tâches dévolues à l'échelon local ne sont donc pas négligeables, mais la mise en scène symbolique du meeting lui échappe très largement, ce qui explique probablement l'impensé évoqué précédemment que constitue le travail en direction de la presse (même si les militants en sont acteurs et en ont conscience).

Cette division du travail politique est diversement perçue. Ainsi, Ben considère cela comme nécessaire :

« Tout était fixé nationalement. Nous, on n'avait plus d'infos là-dessus.

Vous aviez pu rajouter quelque chose ou pas ?

Sur le contenu de la soirée ?

Oui.

Non. On a rien pu rajouter. Mais on n'avait pas forcément envie d'en rajouter, on avait déjà fort à faire. On était même plutôt contents. On était plutôt dans l'attente des directives nationales. Parce que c'était un meeting d'ampleur nationale, donc c'était forcément l'équipe nationale. Nous, on était le lieu d'accueil. Et donc, on avait à gérer tout l'aspect organisationnel [...] nous, on attendait plutôt des directives nationales. »

Il évoquera néanmoins quelques tensions avec l'équipe nationale le jour du meeting, tout comme Thibaut qui la juge « *condescendante* » ou Mathieu qui perçoit un décalage entre l'investissement intense depuis un mois et la prise en charge très forte de l'organisation le jour même du meeting. Ce qu'il ressent d'autant plus fortement qu'à l'inverse de Ben dont la principale fonction intervenait en amont du meeting, la réalisation effective des tâches qui lui sont attribuées ne prennent corps, malgré leur conception préalable, que le 24 janvier :

« A un moment, c'était un petit peu gonflant... parce que c'était un peu les parisiens qui déboulaient, d'un air de dire, sur certains trucs : vous n'y arriverez pas... En fait, on savait très bien faire et on n'avait pas besoin de leur aide. Ils ont fait ce qu'ils avaient à faire, bien sûr, mais qu'ils ne viennent pas... enfin, des fois, on était un peu agacés sur les leçons qu'ils pouvaient donner. »

²⁷ *Macommune.info*, « L'Ouest Républicain ! », 28 janvier 2012.

Congrès AFSP Paris 2013

La centralisation au profit de l'équipe nationale (bien plus intense le jour du meeting puisque les différents échelons de décision agissent dans un même lieu) est alors perçue comme une forme de dépossession et de dénégation du travail militant effectué à Besançon. La prise de décision, si elle est fortement centralisée, est aussi diffuse avec des échanges permanents entre les différents échelons de décision et de mise en place. A l'échelon national et départemental s'ajoute celui des comités FG, en charge principalement de la distribution du matériel de propagande, avec, à ce niveau également, de nombreux échanges pour adapter la décision :

« on a réparti les tracts et les affiches par comité et on a demandé à chaque comité de fixer les quantités qu'ils voulaient. Et donc, le soir-même, tout le monde vient avec ses camions, sa voiture, pour charger les tracts, les affiches et puis commencer le collage. »
(Ben)

Les discussions pour rédiger le tract annonçant le meeting donnent à voir la complexité du processus de décision. Ainsi, si la charte graphique est celle utilisée pour l'ensemble des meetings du FG, son contenu est négocié entre les organisations locales, mais aussi avec les échelons nationaux :

« c'était la réalisation graphique de l'affiche et des tracts. Donc, c'est moi qui m'y suis collé en lien avec le national et cela a été une galère avec le PC, localement. Terrible. Parce qu'il fallait absolument que le nom de Pierre Laurent apparaisse sur l'affiche. Nous, on le comprenait, parce que, pour mobiliser les militants du PC pour coller les affiches, il fallait qu'il y ait le nom de leur leader politique. Donc, nous, on le comprenait, on essayait de l'imposer au national, mais le national ne voulait pas le mettre.

Pourquoi ?

Parce qu'ils n'étaient déjà pas sûrs de la venue de Pierre Laurent au départ. Finalement, il venait. Et puis, ils voulaient qu'il n'y ait que le nom, en gros, de Mélenchon. [...] Bon, on sentait qu'il y avait des enjeux de pouvoir là-dedans qui nous dépassaient un peu, donc nous, on essayait de relayer ce qu'il se passait au local au national. Finalement, on a réussi à imposer au national de mettre Pierre Laurent dessus et ensuite, on est parti sur la question graphique. » (Ben)

A la multiplicité des niveaux de décision s'ajoute la nécessité de négocier avec les autres organisations qui composent le FG. Ce processus diffus de la prise de décision se retrouve tout autant au PG qu'au PCF, faisant ici apparaître un dédoublement des processus décisionnels, ainsi que la nécessité de négocier, à chaque niveau, les différents éléments du dispositif :

« Les relations national/local, ce n'était pas difficile ?

Oui... des fois, c'était difficile... ce qui était difficile, en gros, c'était d'harmoniser le choix national et ce qu'on voulait faire au local, c'est-à-dire qu'après, il a été nécessaire de faire passer un certain nombre de choses dans le Front de gauche, suite à la volonté du national. » (Manu)

« Elles [directives] sont arrivées tard ?

Parfois tard, même trop tard. [...] C'est ce qui nous a souvent mis en difficulté dans les négociations avec le PC. Parce qu'on négociait sur un certain nombre d'incertitudes. »
(Ben)

Le mode d'organisation du FG aboutit ainsi à produire une complexité supplémentaire dans l'organisation, en ajoutant à la multiplicité des niveaux de décision, leur dédoublement, et la production d'autant d'échelons de négociation et de prise en compte des intérêts partisans. En effet, une coalition partisane ne constitue pas qu'une unification idéologique par la production d'une marque politique commune, mais aussi une coalition d'intérêts partisans,

Congrès AFSP Paris 2013

c'est-à-dire d'organisations n'occupant pas la même position dans le champ politique, ne disposant ni des mêmes ressources, ni tout à fait des mêmes intérêts (même si la participation à une campagne commune autour d'un candidat commun permet une certaine homogénéisation des intérêts partisans). En conséquence, les différentes organisations du FG abordent différemment les dispositifs de campagne : pour le PG, la présence de J.-L. Mélenchon est tout à la fois celle du leader de leur parti et du candidat à l'élection présidentielle. La dualité positionnelle de J.-L. Mélenchon ne peut fonctionner pour les militants communistes qui voient dans l'organisation d'un meeting à Besançon, l'opportunité de faire venir le secrétaire national du PCF. Ainsi, la candidature commune et l'organisation coalitionnelle n'effacent pas les appartenances partisans, ni la concurrence de partis qui sont de véritables associés-rivaux²⁸. La concurrence, même si elle n'est pas électorale, à de rares exceptions près²⁹, entre les organisations du FG prend alors des formes plurielles : négociation sur les investitures, mais aussi sur les dispositifs de propagande. La coalition déplace ainsi l'espace dans lequel se déroulent les luttes entre organisations, comme en attestent les débats autour de la présence sur le matériel de campagne du nom de P. Laurent. Thibaut est alors contraint d'élaborer un argumentaire le justifiant³⁰ (et justifiant les choix stratégiques qu'il défend dans son parti) :

« c'est le genre de petits trucs qui n'ont l'air de rien mais qui sont hyper importants pour un militant communiste !

Justement, pourquoi ?

Parce que... Cela montre déjà que... que le parti n'est pas mis de côté, qu'il n'est pas sous le boisseau. Cela montre que les cadres du parti qui militent pour le Front de gauche ne sont pas en train de brader le parti. » (Thibaut)

La disposition des tables de chaque parti en fournit un autre exemple :

« cela a été un peu une friction, la position des tables du PG par rapport à celles du PCF... [...] Parce qu'il y a des positions qui sont meilleures que d'autres, par rapport à l'entrée du meeting... » (Mathieu)

« Il y en a eu [des débats] sur la position – cela donne aussi l'état d'esprit de certains – des tables des différents partis. [...] On avait donné consigne qu'il n'y en ait pas un qui soit mis en avant par rapport à l'autre, [...] et quand on est arrivés, il y en avait déjà deux du PG qui s'étaient installés à l'endroit le plus visible. On a réglé le truc avec Mathieu...

Comment ?

Ben, on a trouvé un terrain d'entente pour que les deux soient le plus visible possible. » (Thibaut)

La concurrence sur un objet secondaire – la position des stands de chaque parti – dont l'importance est relativisée *a posteriori* par les agents (mais qui justifie une concurrence pour l'occupation de tel ou tel espace) qui y sont pourtant investis montre la concurrence interne au FG et les multiples formes qu'elle peut prendre, tout comme elle illustre la nécessité de faire

²⁸ Le FG du Doubs présente la spécificité d'être composé de 4 partis (PCF, PG, Gauche anticapitaliste et Alternatifs), dont deux sont, en termes d'adhérents (mais non de financement ou d'élus) assez proches : le PCF comptait 153 adhérents lors du 36^e congrès (*Communistes*, n°501, 19 décembre 2012), tandis que le PG revendiquait 80 adhérents en février 2012 et en revendique aujourd'hui autour de 120.

²⁹ Depuis la création du FG, il y a eu quelques exemples de concurrence électorale entre différents partis de la coalition, aux élections cantonales notamment. Les élections régionales, en 2010, ont également donné lieu à des divergences stratégiques principalement autour du rapport au PS. Cf. Mathieu R., « Recomposition à la gauche de la gauche, structures partisans locales et élections régionales en Lorraine », *Civitas europa*, n°27, 2011, pp. 75-89 ; Weber L., « La gauche de gauche à l'épreuve des régionales », *Savoir/agir*, n°11, 2010, pp. 85-91.

³⁰ Tandis que les militants du PG sont contraints de faire entendre ces arguments dans leurs relations avec l'équipe nationale.

Congrès AFSP Paris 2013

coïncider les intérêts des organisations membres de la coalition. Cela ne pose pas de difficultés lorsque les biens politiques produits sont collectifs, mais la prise en compte des intérêts partisans devient source de conflits quand la détention d'un bien politique produit par la coalition est exclusive de la détention/usage par les autres composantes (investissement partisan, financement public, position spatiale dans un meeting, rang de prise de parole, etc.). Elle montre également une certaine économie symbolique du meeting, constituée par la présence de nombreux éléments auxquels les agents vont donner une valeur qui n'a de sens que rapportée à la configuration spécifique que constitue le meeting : meilleur emplacement dans la salle, gestion des éventuels sources de financements (buvette, restauration, quête au drapeau, vente de matériel, etc.), présence effective de nombreux drapeaux, rang de chaque intervenant dans la prise de parole et durée de l'intervention, publicité faite à la présence de chaque orateur, etc. Le meeting, comme dispositif, est donc un espace d'interdépendances, un espace social concurrentiel. La concurrence entre partis qui n'existe plus au niveau électoral est alors déplacée au sein de la coalition partisane et prend une forme plus symbolique contribuant à faire de la coalition un espace relativement autonome, structuré autour d'un ensemble de positions définies tout à la fois par la participation de chaque organisation au champ politique, à l'espace de la gauche critique et au FG.

« Place au peuple ! » Sociabilités et engagement dans et autour du meeting

L'investissement dans l'organisation d'un meeting peut s'inscrire tout autant dans l'action routinière d'une carrière militante, que dans son affirmation ou sa réaffirmation, etc. Ainsi, pour Manu qui milite depuis 1998 et a participé à l'organisation de nombreuses activités militantes, tout comme pour Ben qui milite dans une organisation étudiante puis à ATTAC avant de rejoindre le PG ou encore Thibaut qui évoque l'expérience du PCF, l'organisation du meeting s'inscrit dans une routine militante, alors que Mathieu évoque plus aisément la novation qu'elle représente. Le meeting va cependant contraindre à une intensification de l'activité militante. Dans le cas de Ben, qui reconnaît un engagement exclusif de toute autre activité pendant la campagne présidentielle, l'investissement apparaît total, empiétant sur la vie familiale mais aussi sur son travail :

« J'étais très peu disponible pour faire mon boulot. [...] J'étais complètement absorbé par la campagne. Donc, Facebook, Tweeter toute la journée. [...] je m'enfermais dans le bureau, je téléphonais à tout le monde, je négociais avec le PC, c'était ça toute la journée. Et puis, dès que je sortais, je reprenais. » (Ben)³¹

Quel que soit l'ancienneté de leur engagement, tous évoquent cette intensification du militantisme qui est productrice de stress ou de tension (face à un éventuel échec du meeting, mais aussi dans la gestion des négociations inter-partisanes, etc.), de fatigue, de situation de « galère » lors des activités militantes :

« C'est difficile de s'en apercevoir quand on n'est pas militant mais l'investissement a été fou ! C'est effectivement les très longues heures sous la pluie... [...] On a fait tous les villages des deux circonscriptions. Il n'y a pas une boîte, pas une porte qui n'ait pas été ouverte. » (Ben)

Dès lors, l'organisation du meeting provoque un accroissement du coût du militantisme qui ne peut s'expliquer seulement par l'attachement à la cause. L'investissement prend un sens clairement identifiable qui le facilite et en abaisse relativement le coût, d'autant plus qu'il est limité dans le temps. En effet, si le délai court oblige à une activité militante intense, il

³¹ Mathieu se trouve dans la même situation où l'organisation du meeting prend l'ascendant, temporairement, sur son travail et sa vie personnelle.

Congrès AFSP Paris 2013

garantit également que cet engagement particulier sera limité dans le temps par la réalisation de l'objectif. A cela, s'ajoute un véritable plaisir à militer :

« Tu as eu plaisir à organiser ce meeting ?

Oui, organiser ce meeting, c'était un plaisir. Même si des fois, j'aurais bien aimé qu'il y ait moins de problèmes, moins de coups de fil pour des brouilles, etc. Mais, d'une manière générale, on comprenait que c'était nécessaire pour arriver à un but particulier » (Mathieu)

Le plaisir militant se fonde sur l'immersion des agents dans une campagne présidentielle dynamisante, mais aussi sur un plaisir à se retrouver, à partager des expériences militantes et des moments informels :

« Le fait d'aller militer dans des villages, de coller des affiches, etc. cela renforce la camaraderie ?

Ouais.

Comment ?

Ben, on est camarade de galère ! Sur ces moments-là, il n'y a pas forcément de plaisir... Après coup, on en rigole et on se dit que ce sont des bons moments. Parce qu'il y a un côté chouette à parcourir les villages pour distribuer des tracts, mais sur le moment, c'est difficile. » (Ben)

« Sinon, on a pris du bon temps aussi ! Cela n'a pas été de l'esclavagisme !

Comment ?

Ben écoute, après un tractage, après un collage, on va boire un coup, avec des copains. » (Mathieu)

« Et puis surtout, une vraie camaraderie avec les copains parce qu'on passait un temps fou ! On se donnait rendez-vous à 7h30 à un endroit, avec une voiture et puis on faisait tout le village, soit en porte-à-porte, soit en boîtage.

Cela a créé beaucoup de relations ?

Elles étaient déjà là les relations. Mais cela les a renforcées. C'est un moment fort qu'on a vécu ensemble. » (Ben)

L'organisation du meeting multiplie les occasions de se rencontrer, de partager différentes expériences, de résoudre ensemble des problèmes concrets, de dépasser les divergences, etc. Les moments informels que constituent les discussions dans un café, les repas pris en commun, les déplacements, etc. sont autant d'occasions constitutives d'une intensification des relations militantes. Ces moments de sociabilité³² participent de ce plaisir militant :

« On est épuisés en fin de journée... donc, on boit une bière et puis... [...] Et puis, il y a beaucoup de moments informels, des discussions. On commence à discuter sérieusement et puis ça dérape, ça déconne et voilà...

C'est important ces moments-là ?

Ah oui ! C'est fondamental. » (Ben)

Dès lors, les difficultés concrètes de l'organisation, les désagréments rencontrés pendant l'activité militante, les divergences sont systématiquement abordés de manière relativement positive : sans être niés, ils ne sont en effet pas décriés comme de véritables blocages, mais davantage comme des aléas, voire même comme une sorte d'apprentissage réciproque. Cette perception est permise tout à la fois par une candidature commune qui contraint à faire cause

³² Comme le soulignent par exemple L. Bargel dans la professionnalisation des militants du MJS, cf. « S'attacher à la politique. Carrières de jeunes socialistes professionnels », *Sociétés contemporaines*, 2011/4, n°84, pp. 79-102 ; K. Yon pour les militants lambertistes, cf., « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant – Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, Vol. 18, 70, 2005, pp. 137-167 ; ou encore J. Ion *et al.*, *Militer aujourd'hui*, Autrement, 2005, p. 71.

Congrès AFSP Paris 2013

commune, mais aussi au partage d'objectifs (réussite de la campagne et du meeting) et l'intégration dans des relations d'interdépendances de plus en plus intenses.

L'investissement dans l'organisation du meeting s'explique aussi par le partage de la croyance en son utilité. La nécessité d'un meeting, comme le choix des moyens et des lieux de propagande, sont vus comme allant de soi, et ne sont pas interrogés. Les agents investis ont incorporé un ensemble de normes propres au champ politique (croyance en l'efficacité et l'utilité des meetings, etc.) :

« Est-ce que c'est utile de faire un meeting dans une campagne électorale ? Est-ce que c'est utile de faire un meeting de cette ampleur avec Jean-Luc Mélenchon ?

Ah si, c'est utile. [Rire]

Pourquoi ?

C'est utile, pourquoi... Parce que... [Silence] d'abord, en amont, cela déclenche une dynamique, un but, un objectif. Cela déclenche une dynamique de campagne, c'est-à-dire qu'on a la possibilité d'avoir cette grande manifestation, mais on a aussi la possibilité de faire passer au travers des actions, nos idées, en étant tout à fait visible dans ces actions-là, et d'imaginer, à cette occasion, des actions. » (Manu)

L'évidence avec laquelle l'affirmation de l'utilité du meeting coïncide avec la difficulté à préciser ce qui est pourtant perçu comme une évidence, permet ainsi de caractériser le processus d'incorporation des normes et des pratiques. Dans les entretiens, la première utilité du meeting évoquée est la dynamique militante que son organisation provoque. Thibaut évoque ainsi « *l'émulation militante* » produite par l'organisation du meeting, le fait de « *rebooster les militants* », etc. Ce n'est qu'après avoir été invités à formuler d'autres intérêts qu'ils évoquent la visibilité auprès des électeurs et la reprise médiatique.

Considérant un meeting comme nécessairement utile³³ et adapté à une campagne électorale, les agents vont percevoir la proposition d'un meeting comme l'ouverture d'une opportunité, comme la preuve d'une reconnaissance du travail accompli, c'est-à-dire comme une rétribution symbolique³⁴ de l'activité militante (au même titre que les moments de sociabilités, etc.) nécessitant un engagement immédiat et intensif :

« C'était aussi une forme de... De reconnaissance pour nous. Du travail accompli sur Besançon. On s'est dit aussi que... s'ils choisissent Besançon, c'est aussi qu'il y a un terrain favorable, qu'ils sentent qu'on peut faire le boulot, qu'il y a peut-être eu aussi des retombées au niveau national du boulot qu'on faisait localement. Voilà, c'est une forme de récompense. Allez il faut y aller, se faire plaisir ! » (Ben)

Les termes employés pour rendre compte du meeting sont significatifs : « *reconnaissance* », « *récompense* », « *content* », « *félicité* », « *gratifiant* », « *fierté* », « *euphorie* », etc. La crainte de la salle qui ne se remplit pas assez vite illustre les sentiments mêlés, entre plaisir militant et crainte de l'échec. Si cette éventualité est prise en compte, elle est néanmoins largement refoulée car entrant directement en conflit avec l'intensité de l'engagement rendu nécessaire par la préparation du meeting. Sa réussite (qui passe ici autant, si ce n'est plus, par le nombre de personnes présentes que par le discours politique qu'il véhicule) résume l'ensemble de ces sentiments : intensité, sociabilité, sentiment de réussite, rétribution symbolique :

« Le plus fort, c'est le moment où Mélenchon rentre en scène où là, il y a même eu des embrassades avec des militants PCF. Là, on s'est sauté dans les bras, c'était immense !

³³ Ce qui conduit les agents à ne pas questionner leur investissement dans la préparation du meeting. Celui-ci est ressenti comme une « *évidence* », comme « *allant de soi* ».

³⁴ Telle que la définit D. Gaxie : « Economie des partis et rétributions du militantisme », *RFSP*, n°1, 1977, pp. 123-154 ; « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue Suisse de science politique*, 11 (1), 2005, pp. 157-188.

Congrès AFSP Paris 2013

Ca y est ! Il y avait 4 500 personnes, le Palais des sports était plein à craquer. La journée s'était bien passée, tout s'était bien déroulé. Il ne restait plus que le meeting à gérer et à en profiter. Et on en a profité, on était assis... On était juste au bord de la scène. » (Ben)

La dimension sociale du meeting apparaît également dans les discours. Ainsi J.-L. Mélenchon affirme, le 18 mars 2012 à la Bastille : « *Et où on était passé ? Où était-on disparu tout ce temps ? On se manquait, on s'espérait, on s'est retrouvés ! [...] nous voici de retour !* », ou encore à Besançon : « *Ah mes amis ! Savourez cet instant. Gorgez-vous de lui, puisez toutes les forces dont vous avez besoin. D'ici, à cette tribune, que nous sommes fiers d'être des vôtres. Cette belle salle où l'on ne crie pas absurdement le nom d'un homme, où l'on n'oublie pas un seul instant que nous ne sommes pas là pour un candidat mais pour une cause, plus grande que nous, que nous avons reçue de ceux qui nous ont précédés. Gloire à nos drapeaux rouges ! Le rouge est revenu !* ». Le meeting constitue alors un moment de réassurance collective :

« Et puis, les meetings ! Les meetings, c'était... On en avait la chair de poule ! Mélenchon [...] au niveau des militants communistes, il arrivait à dire ce que nos militants ne disaient plus !

[...] je me souviens d'une sortie sur... je crois que c'était au meeting de Lyon, sur le fait qu'on nous taxe toujours de staliniens, etc., de rappeler qu'il ne fallait pas oublier que l'armée rouge avait quand même largement contribué à la Libération de l'Europe. [...] Ce que nos dirigeants n'arrivent plus à dire, du fait de notre passé, de cette culpabilité-là, et lui, qui n'était pas au PC, il pouvait se permettre de le dire ! Et ça, cela nous a non seulement touchés au cœur, mais en plus, cela nous donnait des ailes ! » (Thibaut)

Pour les intervenants, l'affluence confirme la réussite de la campagne. Pour les militants, le meeting est une rétribution de l'action, un aboutissement et une incitation à maintenir un engagement intense. Enfin, pour tous, il s'agit de partager une même vision du politique, des références historiques, symboliques, sociales, et de s'inscrire dans des interdépendances, même fugaces :

« les gens sont contents de se retrouver... ils sont contents. [...] la phrase la plus émouvante que j'ai entendue durant cette campagne, c'est ma mère qui l'a prononcée. [...] elle a un mal fou à marcher, elle voulait absolument aller à Bastille... Je lui ai dit : Non, parce que je ne pourrai pas t'aider, il y aura un monde fou, on ne pourra jamais se retrouver, etc. Mon père l'a accompagnée, mais il a 82 ans ! Il est plus vaillant, mais enfin... Elle m'a dit, quand on s'est revues après Bastille : « Tu remercieras vraiment Jean-Luc Mélenchon de nous avoir fait vivre ça avant de mourir ». Et je crois que toute générations confondues, il y a cette idée que, qu'on est contents de se retrouver... »³⁵

La mise en scène du meeting participe également de cette construction d'un espace temporaire de sociabilités particulièrement festif : par les musiques diffusées, constitutives de ressources de mobilisation (par leur caractère entraînant et les symboles qu'elles véhiculent) ; par la présence d'une animatrice chargée de dynamiser le meeting ; par la diffusion de vidéos visant autant l'objectif affiché d'éducation populaire que de densifier le temps d'attente des prises de parole ; par la mise en avant de personnes grimées en « frères Dalton de l'austérité » ; par le bain de foule que constitue l'entrée de J.-L. Mélenchon ; par la montée sur scène de jeunes à la fin du meeting, etc.

La construction du meeting comme espace de relations et comme rétribution symbolique du militantisme passe également par la mise en place (avortée) d'une rencontre conviviale, après les interventions, entre J.-L. Mélenchon et les militants ayant participé à l'organisation. Le déroulé du meeting intègre alors le développement d'espaces propices aux échanges et discussions et prolonge le meeting au-delà des interventions. L'abandon de ce dispositif, qui

³⁵ Entretien avec H. Franco (PG), 20 avril 2012.

Congrès AFSP Paris 2013

constitue une forme d'adaptation du dispositif à l'affluence importante, si elle est motivée par des raisons de sécurité (nécessité d'ouvrir l'ensemble des accès), va produire une certaine déception, voire de la frustration, car cette décision ampute véritablement le meeting d'un moment important pour les militants les plus engagés :

« En fait, il y avait tellement de monde, bon, on aurait pu faire autrement, mais dans le feu de l'action, on était stressés... A la fin du meeting, c'était blindé de partout et... la personne qui est responsable de la sécurité de la salle a dit : il faut tout ouvrir, toutes les issues de secours [...]. Alors qu'initialement, on avait prévu de bloquer une sortie pour qu'il y ait une rencontre entre Jean-Luc et tous les militants qui avaient participé au meeting. On avait prévu un coup à boire et des petits gâteaux... Le problème, c'est que ça, c'était dans une issue de secours. Et donc, on a été obligé de l'ouvrir. Donc, là, cela a été un problème pour un certain nombre de militants... Enfin un problème... ils étaient un peu frustrés, parce qu'ils auraient bien aimé lui serrer la pince, lui toucher deux-trois mots... et cela n'a pas été possible de faire ça dans la salle parce que cela devait se passer dans une sortie de secours. » (Mathieu)

Thibaut insiste davantage sur le caractère contestable d'un choix qui restreint le développement des sociabilités militantes :

« on avait demandé à ce qu'il y ait une rencontre avec Mélenchon avec les militants qui avaient bossé, parce qu'il y avait eu un tel investissement militant qu'on voulait qu'il passe cinq minutes à serrer des louches, faire coucou et repartir, quoi ! On avait prévu un buffet, un pot... C'était le Parti qui l'avait organisé d'ailleurs, on avait fait venir des bouteilles de camarades viticulteurs du Jura, il y avait de quoi remercier les copains qui avaient donné un coup de main et en fait, ils ne sont pas passés. [...] On a trouvé ça vraiment... Alors tout le monde, même du côté du PG, ils étaient dégoûtés. »

Afin de marquer sa désapprobation, il refusera de rejoindre les intervenants dans une brasserie du centre-ville. Mathieu et Ben s'y rendront et en font un bilan très positif montrant l'importance que constitue, pour les militants actifs, la possibilité de rencontrer et d'échanger avec leur candidat à l'élection présidentielle. Le récit de Ben illustre *a contrario* ce qui se joue dans l'abandon de la rencontre après le meeting et les déceptions générées :

« on s'est retrouvés avec Jean-Luc une heure après le meeting dans un bistro et on a bu une bière ensemble, on a mangé, on a discuté juste après le meeting. [...] Il avait tombé les armes. Et donc, c'était agréable de le voir dans cette situation-là où il avait vraiment... tombé le masque. » (Ben)

Dans sa dimension processuelle, le meeting apparaît comme un espace complexe, tant dans la prise de décision, que dans la mise en place (qui nécessite des adaptations et négociations permanentes). Le meeting fournit également un cadre propice au développement de nombreuses relations entre les militants (intensification de l'engagement, multiplication des moments d'échanges, aspects concrets des problèmes à dépasser, etc.), produit un véritable plaisir à militer et offre différentes manières de s'investir et d'y trouver diverses formes de rétributions de l'activité militante. Le meeting éclaire enfin sur les spécificités d'une coalition partisane. Celle-ci ne supprime pas la concurrence entre les partis membres mais la maintient sous une forme plus symbolique et en la déplaçant. La coalition constitue alors un espace de positions partiellement autonome (les luttes symboliques qui y ont cours ne font véritablement sens que pour les agents qui y sont investis) dans lequel les partis, tout en étant liés par des intérêts communs, recherchent des intérêts propres et font valoir des ressources spécifiques.